

Communiqué de presse

Encore 4 trésoreries supprimées en Loire Atlantique !

Le Comité Technique Local de la Direction régionale des Finances Publiques de Loire-Atlantique qui devait valider la fermeture au 1^{er} janvier 2018, des trésoreries de Derval, Bouaye, Montoir et Mindin (septembre 2018 pour ce dernier poste) a été reporté au 13 septembre, en raison, de l'absence des élus des Personnels lors de la première convocation.

Les syndicats (Solidaires, CGT, FO et CFDT) entendent dénoncer ces mesures qu'ils jugent contraires aux missions de service public de proximité.

Ces projets de restructurations qui font suite à de nombreuses fermetures de sites ces dernières années (Aigrefeuille, St-Philbert de Grandlieu, Vallet, Varades, Nozay, St Etienne de Montluc, St Gildas des Bois, Le Croisic,...) s'inscrivent dans le cadre d'un plan stratégique de notre Direction Générale, dont l'objectif est le resserrement du maillage territorial de la DGFIP avec pour finalité, l'abandon du service public financier de proximité.

Ces projets sont à relier aux transferts de compétences entre les différents échelons des collectivités locales mis en œuvre par la loi NOTRe, qui ont déjà des conséquences sur le maillage de la DGFIP. À terme, ces opérations ne pourront, en effet, qu'accélérer le processus de fermeture des Trésoreries par alignement du réseau de la DGFIP sur celui des EPCI (Établissements Publics de Coopérations intercommunale).

Alors qu'une bonne partie de la population utilise encore les modes traditionnels de paiement et n'a pas forcément accès aux nouvelles technologies, l'accueil physique par des agents publics de proximité, qui connaissent le terrain, est d'autant plus nécessaire pour répondre aux diverses sollicitations.

Pour l'intersyndicale DGFIP44, il est indispensable que notre administration puisse continuer d'assurer aux usagers, aux collectivités et aux établissements publics, un vrai service de proximité au cœur des territoires ruraux. Le service public ne doit pas rester accessible aux seules populations des métropoles et grands centres urbains.

L'intersyndicale DGFIP44 a sollicité le soutien des élus locaux en vue d'obtenir le retrait de ces projets, qui, s'ils étaient menés à leur terme, porteraient un lourd préjudice au service public en milieu rural. Plusieurs rendez-vous ont déjà été pris.

Des restructurations mortifères pour le service public de proximité !

Marc LERBEY
06 95 64 44 55

Solidaires
Finances Publiques

P-Yves GRELLIER
06 88 43 17 78

CGT
Finances Publiques

Chrystelle TONNELIER
06 24 49 48 71

FO
DGFIP

Janick De Gracia
07 83 86 44 21

CFDT
Finances Publiques